



## Espace adhérent

LES ÉTUDES   RÉFLEXIONS IMMOBILIÈRES   ÉCHANTILLONNAGE INDICES   LES JEUDIS MATIN   REVUE DE PRESSE   UNE QUESTION ?

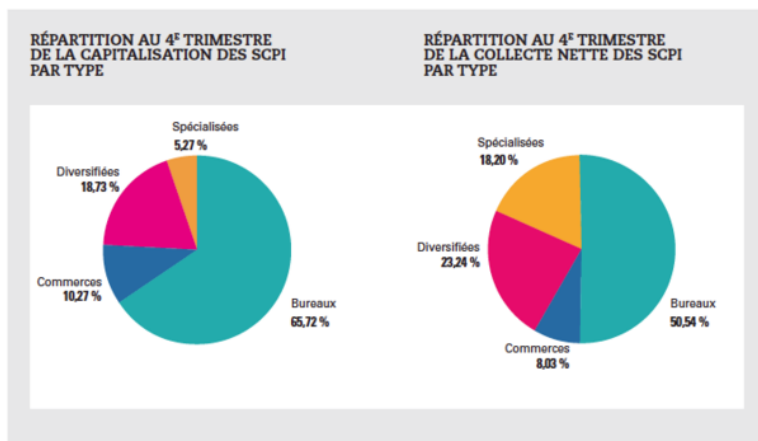
[Accueil revue de presse](#)



03/05/2018

## Immobilier

L'immobilier reste la classe d'actifs privilégiée des investisseurs de moyen long terme dans un environnement où les rendements obligataires sont très faibles, voire négatifs. Cela se traduit par un afflux de liquidités sur les différents supports que sont les SCPI, qui affichent des collectes records depuis deux ans, et les OPCI.



L'immobilier occupe une place

prépondérante dans le patrimoine des Français et la transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière (IFI) ne devrait pas y changer grand-chose.

Selon l'ASPIM, les données statistiques de 79 SCPI, sur un total de 84 SCPI immobilier d'entreprise représentant plus de 99 % de la collecte nette et de la capitalisation en 2016, et des OPCI «grand public» pour l'année 2017, données recueillies et traitées par l'IEIF, font apparaître une nouvelle fois le succès des fonds d'investissement immobilier destinés aux particuliers.

Avec un total supérieur à 6 milliards d'euros, soit une augmentation de 15,2 % par rapport à l'exercice précédent, la collecte nette globale des SCPI immobilier d'entreprise a atteint un nouveau record annuel depuis la création de ce fonds d'investissement, il y a plus de 40 ans. Le second semestre a été cependant moins porteur que les six premiers mois de l'année. Côté OPCI, au cours du dernier exercice, l'actif net cumulé est passé de 8,719 à 12,989 milliards d'euros, soit une augmentation de près de 50 %. Il y a cinq ans, fin 2012, cet actif net n'atteignait pas encore 1 milliard.

L'ASPIM note cependant que si la collecte de chacune de ces deux familles de véhicule a enregistré un nouveau record historique en 2017, la collecte nette s'est tassée au second semestre. Deux raisons à cela : la volonté des sociétés de gestion de conserver le contrôle du rythme de la collecte de capitaux par rapport à celui des acquisitions d'immeubles, et les interrogations soulevées par la mise en place de l'IFI.

Catherine Rekik